

Hors série n°2 - Spécial COVID-19



*Cher.e adhérent.e, cher.e sympathisant.e, cher.e lecteur.trice du journal SUD Éducation Guyane,
Pour commencer, installe toi, tranquillement... Si tu peux, mets un peu de musique !*

Suis ce lien [https : http://www.youtube.com/watch?v=1V0IE87waHU](https://www.youtube.com/watch?v=1V0IE87waHU)

et écoute les paroles ci-après :

Hé BLANQUER et les AUTRES
dans le MINISTÈRE
La GUYANE c'est pas rose,
L'ÉCOLE y est morose
Alors prends-toi en main
C'est ton destin, c'est ton destin
Prends, prends, prends-toi en
main, c'est ton destin

ÉMANCIPATION par l'
ÉDUCATION
Moi, je dis OUI
Ce sont des mots que tu refuses
en bloc
Oh, ça c'est sûr
BLANQUER MACRON on ne
se soumettra pas à VOS lois
Ouais, t'as bien pris note
Alors prends-toi en main
C'est ton destin, C'est ton destin

Alors prends-toi z'en main
C'est ton destin

Écoute mon frère
Te laisse pas faire
Écoute bien ce qu'il te dit
Ouais, c'est le monde à l'envers
Faut pas qu'tu désespères
La vie, c'est la jungle
Il faut se battre pour y arriver
Tu peux le faire mon frère
Alors retiens bien ce qu'y te dit
C'est pour ton bien, c'est ton
destin, c'est ton destin !

Hé Manu ! Tu descends ?

Et pour quoi faire ?
Bah, c'est TA DESTITUTION !

Hé MACRON et tous les
RESPONSABLES
La GUYANE c'est pas rose,
L'URGENCE Y EST
SANITAIRE
Alors prends-toi en main
C'est ton destin ! C'est ton destin !
Prends, prends, prends toi en
main

Moi, j'ai rien à te dire de plus
Que te dire, que c'est ton destin

*C'est bien, c'est amusant ce petit texte, on s'est fait plaisir, mais
derrière tout ça, on voulait te dire que nous refusons l'implacabilité
apparente de ce destin dans lequel on nous confine.*

Alors tous ensemble, on va agir pour que les choses changent.

C'est notre destin !

BIENVENUE DANS LE HORS-SERIE N°2 spécial COVID-19du
JOURNAL SUD ÉDUCATION GUYANE

Sommaire :

Lettre ouverte à M. Le Recteur d'académie.....	p.2
Point de Rupture (Re)penser le nouveau monde	p.6
17 mars 2020 : le grand soir	p.9
Paroles de confiné	p.10
Urgence sociale et sanitaire pour les élèves et étudiant.e.s de Guyane.....	p11

Monsieur le Recteur,

Nous entamons la 4ème semaine de confinement... Tout est allé très vite, trop vite. Dès le 16 mars, dans un contexte inédit et anxiogène de pandémie, les personnels de l'éducation nationale ont dû faire face à des informations gouvernementales contradictoires et des injonctions ministérielles paradoxales sur fond d'urgence sanitaire et de « déclaration de guerre » présidentielle. La Guyane n'a pas été épargnée.

Le ministre, que vous représentez ici et dont vous faites le relais, affirme dans les médias que tout est prêt, sous contrôle et organisé.

En Guyane, quelles réalités se cachent derrière ces déclarations et injonctions ?

DES INJONCTIONS CONTRADICTOIRES

Dans certaines écoles, depuis plusieurs jours, les enseignant.e.s reçoivent les messages d'Inspectrices et Inspecteurs de l'Éducation Nationale qui demandent aux professeur.e.s des écoles de se rendre régulièrement dans des établissements afin d'assurer des permanences et de rencontrer les parents d'élèves éloigné.e-s de l'école et du numérique (ou non) pour leur fournir des documents papiers, voire même, semble-t-il, du matériel pédagogique plastifié dans certaines écoles. Nous avons même des témoignages de rencontres entre enseignant.e.s et parents ; ces derniers ramènent des documents remplis par les élèves afin que les enseignant.e.s les corrigent lors d'entretiens réguliers. Ces injonctions non-réglementaires mettent en danger les enseignant.e.s tout comme les familles de nos élèves.

Nous rappelons que des études montrent que ce virus pourrait rester actif de quelques heures à quelques jours sur les objets, selon le matériau. Nous ne pouvons avoir aucune certitude sur la contamination des documents rendus par les élèves ni qu'ils et elles ont bien respecté les gestes barrières. Et de même, nous ne pouvons avoir aucune certitude sur le fait que les documents donnés aux élèves ne soient pas contaminés. Les consignes du gouvernement ont pourtant été claires: les personnels qui peuvent télé-travailler n'ont pas à se déplacer dans le cadre professionnel,

la population doit éviter le plus possible les déplacements. Les parents enfreignent d'ailleurs la réglementation car il n'y a pas de cas dérogatoire pour se rendre dans les écoles.

En ce qui concerne les professeur.e.s, le vademecum continuité pédagogique, envoyé à tous les personnels de l'éducation nationale est très explicite à ce sujet : «Les professeurs de mon école doivent-ils rester chez eux ? Seuls doivent être présents les personnels dont la présence est strictement et absolument nécessaire. »

Dans certains collèges, des pratiques similaires nous sont rapportées sur l'île de Cayenne avec des remises de documents aux familles. A Papaïchton, Camopi et Maripasoula, il a même été proposé de recevoir des élèves pour qu'ils puissent se connecter à Parcoursup ! Les consignes de limitation des déplacements du gouvernement sont ainsi totalement niées. Il est irresponsable de continuer à cautionner cet assouplissement des règles de confinement alors que la loi organique sur l'état d'urgence sanitaire a été votée depuis le 23



mars 2020. De la même façon, les conseils de classe sont maintenus dans quasiment tous les établissements. Mais à quel prix ? Les conseils ont

lieu en totale improvisation, sans représentant.e.s élèves ou parents. Il est demandé aux parents, parfois, de valider des avis provisoires d'orientation sans concertation et sans information aux familles et aux élèves sur lesdites orientations.

Les demandes sont tellement ubuesques que certains établissements formulent déjà des demandes relatives à la préparation de la rentrée prochaine. Comment peut-on la préparer, alors que la question des examens vient tout juste d'être tranchée, que la sortie du confinement baigne dans un flou absolu et que les moyens attribués pour la rentrée de septembre n'ont pas été communiqués par les chef.fe.s d'établissement aux équipes, ni aux instances?

UNE HIÉRARCHIE DE LA DÉFIANCE ET DE LA MÉFIANCE :

Bienvenue dans « l'école de la confiance » !

Nous constatons une surveillance suspicieuse et des injonctions insupportables de certains représentant.es de la hiérarchie (IPR, IEN, chef.fe.s d'établissement) qui n'hésitent pas à harceler des collègues, par mail ou téléphone, pour leur demander de rendre des comptes sur le travail fait ou prétendument non fait. Nous pensons au contraire que les supérieur.e.s hiérarchiques pourraient davantage nous accorder leur confiance. Pour l'heure, nous rappelons que le télétravail est encadré dans la Fonction Publique (Décret 2016-151).

Les personnels ne peuvent pas être tenus à une « obligation de résultat » face aux difficultés techniques, aux conditions de vie des élèves et aux risques sanitaires auxquels nous faisons face actuellement. Il serait bienvenu que vous le rappeliez aux IPR, IEN et chef.fe.s d'établissement qui n'hésitent pas à harceler certain.e.s collègues. La maltraitance institutionnelle n'est pas acceptable.

Dans le premier degré en particulier, depuis le début du confinement, les enseignant.e.s se démènent pour assurer la prétendue « continuité pédagogique » et ils vivent très mal la pression quotidienne exercée sur eux/elles. Nous avons plusieurs exemples de consignes aberrantes et irréalisables envoyées aux enseignant.e.s par l'institution. Cela doit cesser.

Dernièrement, dans toute l'académie, nous avons reçu des questionnaires ou tableaux à compléter

pour faire remonter les chiffres de la prétendue continuité pédagogique. Les résultats et conclusions de ces enquêtes, questionnaires et tableaux sont par avance contestables, tant au niveau de la démarche que de la méthodologie.

UNE CONTINUITÉ PÉDAGOGIQUE IMPOSSIBLE et UNE ÉCOLE DU TRI SOCIAL

Le 13 mars, nous avons été sommé.e.s d'assurer la continuité pédagogique voulue par le Ministre depuis son cabinet. Or, sur le terrain, elle est impossible à mettre en œuvre : que ce soit dans l'Ouest, l'Est, sur le Fleuve et sur le Littoral. Les inégalités sociales sont le principal obstacle : mal logement, difficultés économiques croissantes du fait de la crise, fracture numérique, parents isolés, réquisitionnés, parfois malades, barrière de la langue pour les échanges par mails ou téléphone avec les familles, fin de l'accompagnement pour les enfants en situation de handicap... Voilà un aperçu du quotidien de beaucoup d'élèves en Guyane depuis plusieurs semaines.

Certain.e.s collègues, encouragés par leur hiérarchie, ont choisi de garder un lien « pédagogique » avec certaines familles ou élèves en dépit des règles élémentaires du Règlement Général sur la Protection des Données ; la plupart des communications se font hors cadre institutionnel (Pronote, messagerie professionnelle, plateforme du CNED...) et passent par WhatsApp et les téléphones personnels, entre autres, car nous ne voulons pas laisser d'élèves sur le bord du chemin ; mais cela met en exergue la difficulté de cette mise en place totalement improvisée et non maîtrisée de la prétendue continuité pédagogique.



En ce qui concerne Parcoursup, pourquoi s'acharner à tenir à tout prix le calendrier de la plateforme ? Voulons-nous sacrifier certains de nos élèves à l'autel du tri social et donner une autre signification à la petite phrase scandée par le Président de la République lors de son intervention du 12 mars : « quoi qu'il en coûte » ? En Guyane, plus qu'ailleurs, nous savions déjà à quel point il était difficile de respecter les exigences de Parcoursup et à quel point ce système était néfaste pour nos élèves ; mais, dernièrement, nous avons pu constater que notre ministère ne voulait pas stopper la machine infernale. Pourtant, à un autre niveau, le calendrier des vœux pour les mutations a été adapté !

Au sujet des examens, le ministre a annoncé en urgence des nouvelles modalités en contrôle continu, sans concertation avec le personnel enseignant et sans mesurer les conséquences de telles annonces. Comment motiver les élèves jusqu'au 4 juillet ? Où était l'urgence de statuer sur les épreuves de 1ère et de 3ème ? Pour le lycée professionnel, les mesures annoncées ne prennent pas en considération les spécificités de la voie professionnelle. De plus, Monsieur Blanquer ne cesse de parler d'équité entre les élèves, mais faire passer la totalité des examens en contrôle continu (projet cher à notre ministre) va créer une inégalité encore plus forte entre les élèves en fonction notamment de l'académie et de l'établissement dans lequel ils ou elles sont inscrites. Les Épreuves Communes de Contrôle Continu (E3C) n'ont pas pu avoir lieu partout, ni dans de bonnes conditions, accentuant encore les inégalités entre candidat.e.s. Une annulation de ces épreuves aurait été plus juste. Au vu de ces nombreux dysfonctionnements, SUD EDUCATION appelle à délivrer exceptionnellement le Diplôme National du Brevet et le baccalauréat à tou.te.s les candidat.e.s.

Pour toutes les raisons énoncées ci-dessus et bien d'autres, la période de confinement ne peut pas être sérieusement considérée comme ayant permis une « continuité pédagogique », l'école s'est arrêtée le 13 mars 2020 et nous la reprendrons là où nous l'avons laissée. Les carences et les inégalités sociales que nous dénonçons depuis trop longtemps laisseront bien des enfants et des jeunes « sur le bord du chemin » si vous persistez à utiliser la fameuse « continuité pédagogique ». Pour SUD ÉDUCATION, l'urgence est surtout sanitaire et en Guyane cette phrase prend malheureusement toute sa signification.

UNE CRISE ACTUELLE et UNE CRISE À VENIR

Une immense incertitude pèse sur la date, les conditions et les modalités de sortie de confinement et sur les conséquences de cette crise sanitaire, sociale et économique. Crise face à laquelle ce gouvernement, et ceux qui l'ont précédé, portent une lourde responsabilité. Le désastre actuel révèle avec acuité les conséquences de la casse des services publics (santé, éducation, poste, protection sociale, chômage, retraites..) que les politiques libérales ont savamment orchestrées depuis des décennies.



La Guyane est en souffrance. Les autorités ont le devoir de réagir. Le Préfet et le Président de la CTG doivent prendre leurs responsabilités. Notre union syndicale interprofessionnelle les a prises puisque Solidaires Guyane a décidé de soutenir le référé déposé par l'UTG et d'intégrer l'initiative inter-organisationnelle UTG - MDES - Trop Violans - Komité Drapo. Les enseignants qui accueillent actuellement les enfants de soignant.e.s font partie des personnels exposés et doivent avoir les protections nécessaires dans ce contexte pandémique.

Dans ce contexte, SUD ÉDUCATION GUYANE EXIGE et REVENDIQUE :

- que soit mise en place une réelle continuité sanitaire, sociale et psychologique pour nos élèves et leurs familles en lieu et place d'une prétendue continuité pédagogique impossible à appliquer en Guyane : numéros spécifiques à appeler et personnes ressources à contacter en cas de difficulté ou de violences, aide alimentaire pour les

plus démunis (les fonds sociaux spécifiques à la restauration scolaire).

- que la mise en place de l'enseignement à distance se fasse dans le respect de la liberté pédagogique car nous dénonçons les pressions voire le harcèlement exercés sur les personnels, mais aussi sur les familles, dans le cadre de l'enseignement à distance.

- que l'employeur garantisse les conditions de sécurité sanitaire à l'accueil des enfants de soignants et des autres professions concernées aussi bien pour les personnels que pour les élèves et leurs parents qui ne doivent pas être exposés à des risques supplémentaires.

- que cessent les injonctions aux déplacements non-essentiels : notamment ceux de certains IEN et IPR ou chefs d'établissements à déposer et récupérer du matériel pédagogique.

- que cessent les enquêtes sous quelques formes qu'elles soient, laissons les enseignants faire leur travail.

- que la machine Parcoursup s'arrête au niveau national. En Guyane, nos élèves n'ont pas pu valider leurs vœux dans des conditions équitables et convenables.

- le droit aux vacances scolaires pour toutes et tous.

- dans l'éventualité d'une reprise : que l'école reprenne là où elle s'était arrêtée le vendredi 13 mars : aucune nouvelle notion et aucune pression de progression.

NI OUBLI NI PARDON...

Nous affirmons que, bien que confinés, nous ne sommes ni résignés ni bâillonnés. Nous sommes prêts à prendre toutes les initiatives pour rendre visible et audible notre colère. Nous n'oublierons rien de tout ça à l'heure du bilan. Nous ne pardonnerons rien lorsque les responsables devront rendre des comptes.

Nous savons que vous avez le devoir d'être la voix du ministre en Guyane, mais nous aimerions comprendre à quel moment vous respectez votre devoir moral et professionnel qui est d'être la voix de la Guyane auprès du ministre ? Monsieur Blanquer n'a certainement pas oublié ce territoire dont il fut le Recteur, il n'y a pas si longtemps que ça.

Veillez croire, Monsieur le Recteur, à notre attachement au service public d'éducation, à un enseignement démocratique, égalitaire, émancipateur dans une école gratuite et ouverte à toutes et tous, et aux droits des personnels, notamment les précaires, qui assurent au quotidien et sur le terrain les missions qui sont les leurs. Ils tiennent les murs que d'autres s'acharnent à détruire...

SUD Éducation Guyane,

le 8 avril 2020

Infos & Analyses

FAQ de SUD éducation « Épidémie Coronavirus : quels sont mes droits ? » :

<https://www.sudeducation.org/Epidemie-Coronavirus-quels-sont-mes-droits-Les-FAQ-de-SUD-education-et-no-vert.html>

Numéro vert d'appui syndical de Solidaires « Faire valoir nos droits » :

0 805 37 21 34

Le CHSCT ministériel demande au ministère le dépistage des élèves et des personnels avant la reprise des cours :

<http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/2020/04/07042020Article637218423904757344.aspx>

Site internet du Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttres « Crise sanitaire internationale, Solidarité internationaliste ! » :

<http://www.laboursolidarity.org>

Tract de la Fédération SUD éducation « Aménagement des examens et confinement : les obsessions de Blanquer » :

<https://www.sudeducation.org/Amenagement-des-examens-et-confinement-les-obsessions-de-Blanquer.html>

Un article de RFI sur le Coronavirus et les risques d'implosions sociales à cause des défaillances de l'État à tous les niveaux

<http://www.rfi.fr/fr/france/20200408-coronavirus-confin%3%A9e-la-guyane-risque-une-crise-sociale-0>

Point de rupture (Re)Penser le nouveau monde !

Nous voilà dans le mur !

Plus de structure !

Le gouverne-Ment

L'éducation nationale, point final

La Santé HS, c'est là où le bas blesse

L'économie est à l'agonie

L'Europe et l'O.N.U. : n'en parlons plus !

Le coronavirus n'est pas une guerre mais une pandémie, surprenante mais pas imprévisible ! Il a d'ores et déjà permis au monde de comprendre la vanité des occidentaux, la criminalité de nos dirigeants ! ... la stupidité de nos « modèles » économiques ! ... et nos peurs !

Pour une fois, nous ne sommes pas invulnérables.

C'est pourquoi les riches ont accepté de mettre en berne une partie de l'économie, de perfuser des milliers de milliards de dollars en quelques instants, dans leur système moribond... Pour continuer de croire qu'ils dirigeaient alors qu'ils agonisent !

Ils ont pris des mesures radicales !

Les avaient-ils prévues ?

De quoi avaient-ils débattu lors des derniers dîners du siècle, de l'OMC et de toutes ces organisations qui tentent de gouverner le monde ?

Y a-t-il eu complot ?

Naïfs/ves sont celles et ceux qui pensent que ces gens n'ont pas cherché et ne cherchent pas encore pendant que nous rédigeons ces lignes, à se protéger à nos dépens, voire à profiter de la crise du coronavirus pour détruire encore un peu ce qui peut faire société !

Naïfs/ves, celles et ceux qui pensent que la mentalité de ces gens, la lutte des classes qu'ils organisent au quotidien ont changé !

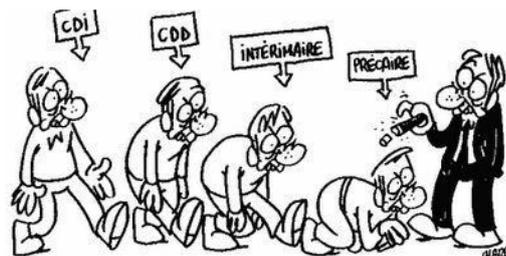
Il est par expérience, évident qu'au contraire, en temps de crise, leurs actes se multiplient et se déroulent au mieux (« la stratégie du choc » de N. Klein) sachant que les quelques rares outils de contrôle qui nous restaient sont en berne : plus de manifestation possible, plus de regard sur des pans entiers de société ou tout au moins, plus moyen de

les mettre en

lumière : qui parle encore de cette

« petite »

guerre syrienne ? De cette « petite » réforme des retraites ?



Et l'indécence et l'incompétence des Macron et consorts, aux ordres de ces ordures, apparaissent sans limite : projet de casse du code du travail, discours de Ndiaye, Lallement, Lannelongue, l'incapacité à gérer les approvisionnements, etc.

Il ne s'agit plus aujourd'hui, de discuter dans nos services publics avec nos directions, du budget (à travers les DHG par exemple, pour l'Education Nationale) de l'année prochaine !

Il ne s'agit plus de savoir quand nous allons revenir à « la normale » (si nous allons reprendre les cours en juin, par exemple) !

Il ne s'agit plus pour les personnels soignants de se dire : « ouf, en juin, on souffle ! » - ils/elles ne le faisaient déjà plus avant la crise.

Il ne s'agit plus pour les maraîcher.e.s, les petit.e.s artisan.e.s, les employés précaires, etc. de lutter contre Carrefour et Leclerc ! Les décisions gouvernementales de privilégier ces derniers en pleine crise au détriment de tous les autres ont été assez claires !

Il ne s'agit plus de réclamer quelques centimes aux GAFAM. Amazon a plus gagné en quelques mois que durant toutes les années précédentes (en chiffre d'affaire, mais aussi en part de marché).

Il s'agit de **prendre conscience** de la révolution en cours ! Et de la nécessité de l'amplifier !

Elle n'est pas organisée, ni décidée par untel ou unetelle, elle s'impose à nous ! **Soit nous la subissons ! Soit nous y participons !**

Il est évident que nul.le ne peut en prédire les conséquences !

Mais ne pas y participer, c'est renoncer !

C'est permettre aux pourri.es de dérouler leurs plans !

C'est accepter de mourir pour eux/elles et de laisser succomber nos proches !

Nous payons cher notre suffisance, notre aveuglement, notre oubli de l'histoire du XIX^{ème} et du XX^{ème} siècle ; en particulier celle des prolétaires et des discriminé-es. Oui, le communisme ou ce qui est appelé comme tel, a dérapé x fois ! Oui, ce n'est pas l'unique modèle pour demain. Mais il avait essayé de comprendre les ennemis fondamentaux du peuple dont le nazisme n'était qu'une expression ; le capitalisme, le sexisme, le racisme, tout autant.

Le but n'est pas seulement d'éradiquer le capitalisme, et son frère le productivisme/sa sœur la croissance, le but est de transformer l'Humanité en s'appuyant sur l'égalité et la diversité, pour qu'elle redevienne une espèce non hégémonique et dont les membres ne s'entre-tuent plus, afin que notre planète puisse de nouveau nous supporter.

La tâche est colossale.

Elle fait peur à la quasi-totalité.

Elle doit donc d'abord être conscientisée.

Pour la mener, avant d'agir, posons nous quelques questions :

A) Pourquoi n'avons-nous collectivement rien vu ? Y compris en France, censée être la patrie de la raison ?

B) Quels sont les principaux facteurs qui ont permis ce drame ?

C) Qui a su le mieux lutter (indice : point commun entre Corée du Sud et Allemagne) ? Qui a su le moins bien (indices : qui sont Bolsonaro, Trump, Johnson ?) ?

D) Reprenons l'histoire de la grippe espagnole, de la peste, etc. ! Mais aussi des libertaires, à travers la Commune, le POUM, etc. !

Centrons-nous là, sur **l'ici et le maintenant** :

Nous avons passé trois semaines comme des enfants sages.

Nous avons d'emblée accepté pour la plupart d'entre nous la suspension de nos libertés.

Pour d'autres - outre quelques personnes tellement individualistes qu'elles devraient être en prison - la plupart du temps, leur confinement tardif ou leur non-confinement sont dus à un défaut d'information et/ou d'éducation. En effet, comme pour la santé, l'éducation et l'information ne s'improvisent pas.

Or, au bout de 21 jours, que constatons-nous ? Malgré la démonstration de cette sagesse collective, nos gouvernant.e.s continuent !

Ils/elles continuent :

- de nous mentir ;

- de nous prendre pour des idiots ;

- de nous mépriser ouvertement ;

- de ne pas prendre un certain nombre de mesures claires, égalitaires et sociales (fermeture de certaines entreprises, réquisition et nationalisation d'autres, arrêt de la casse sociale, etc.) ;

- de refuser tout élargissement du gouvernement, en s'ouvrant réellement aux autres partis politiques et à la société civile, pour montrer que l'alliance nationale n'est pas qu'un discours, et ce, malgré l'incompétence crasse et indiscutable de plusieurs d'entre eux/elles : Blanquer, Ndiaye, Pénicault, etc.

... les conflits d'intérêts d'autres (Veran, Buzyn, etc.). etc.

C'est pourquoi nous sommes légitimes pour **exiger** des sanctions lourdes. Non pour sauver des gens. Il est malheureusement trop tard. Mais pour éviter que cela ne se reproduise, pour donner des leçons aux prochain.e.s !

Une autre réflexion est urgente et nécessaire :

Il est à nos yeux extrêmement peu probable que le confinement tienne le temps nécessaire ! Et nous ne pouvons rester des mois entiers dans des appartements !

Il y a donc **URGENCE** :

- soit à renforcer la crédibilité du gouvernement (autant dire croire au Père Noël... voire à Dieu).

- soit à prévoir la suite ! Et notamment, la sortie d'une partie de plus en plus forte de la population malgré les risques et en dépit des consignes gouvernementales.

Ceci est extrêmement grave !!!

Cela va bien plus loin que les milliers de morts que nous aurons à cause du Coronavirus. Cela va faire imploser nos modèles, déjà agonisants, de société !

En tant qu'enseignant.e.s, il est de notre devoir non pas d'assurer une « continuité pédagogique » « disciplinaire », totalement inopérante et visiblement faite pour noyer le poisson ! (« *Je suis poisson !* ») ; mais bien d'envisager une « continuité pédagogique » pour le jour d'après ! Qui risque d'être les années d'après !

Ainsi, nos questions centrales et actuelles sont :

Comment nous aider et donc aider nos jeunes à penser le monde de demain ? Et à l'agir/le faire advenir ?

À Sud Education et dans quelques autres syndicats, partis, associations et groupes d'éducation, ce sont des questions que nous abordons régulièrement (« *nous refaisons le monde* » souvent), lors des manifestations, de diverses formations, rencontres, etc.

Mais aujourd'hui, ces questions doivent être prise en compte par toutes et tous les professionnel.le.s et par toutes et tous les parents !

La tâche est colossale !

Il s'agit de penser le rapport à une « **pédagogie de catastrophe** » (comme les personnels de santé sont rentrés dans une « médecine de catastrophe »). Ainsi, le système éducatif, déjà moribond - et le déni absolu de notre ministre et de la plupart de ses sbires le montre - va définitivement imploser. Or, rien n'est prévu officiellement à la place !

Il ne faut pas se leurrer, les riches ont bien déjà quelques palliatifs autour de la continuité de la destruction du service public et du renfort d'un système privé pour quelques privilégié.e.s.

Quid de l'année prochaine ? Quand et comment en parlons-nous ?

Il s'agit de penser le rapport politique/ à la politique : où est l'extrême gauche ?

Il s'agit de penser le court, le moyen et le long terme avec de nouveaux prismes :

- que faire dans une société qui perd 5 % de ses membres tous les ans ?

- que faire dans une société qui n'assurera pas les soins pour une majorité ?

- que faire dans une société qui n'est plus démocratique ?

- que faire dans une société où les riches doivent être lourdement entravés sans quoi, 95 % de la population sera comme dans les pays pauvres, l'esclave de cette minorité ?

Il ne faut pas être naïf: beaucoup de gens se sont déjà posé ces questions : les riches qui ont sûrement bien plus anticipé cette situation que nous. Quelques politiques et syndicalistes... Et certain.e.s les vivent déjà : les gens des pays pauvres où malheureusement, ce genre de situation n'est qu'un quotidien (morts du paludisme, des guerres, régimes dictatoriaux etc.). Et ne les oublions pas : les populations pauvres de nos pays, car de toute façon leur espérance de vie est bien plus faible !

Il s'agit de penser par exemple, notre rapport à la propriété, aux voyages, etc. Le coronavirus est lié à la sédentarité et aux problèmes qu'elle pose comme le capitalisme, l'obésité, la déforestation... Mais il est aussi une question quant au nomadisme : la circulation des biens ou des personnes à grande vitesse pose au niveau sanitaire quelques questions.

Tout cela nous amène à une crise majeure.

Elle a commencé par une dimension physique mais elle est rapidement devenue psychique et mentale, elle entraîne une crise économique et elle est due au moins partiellement à une crise écologique. Ce ne sont ni des économistes, ni des financiers qui nous aideront à la comprendre, l'appréhender et la résoudre !!! Ou en tout cas, ils ne pourront qu'avoir un rôle secondaire !

Tou.te.s les expert.e.s des plateaux téléés ne serviront pas plus qu'avant et surtout pas mieux ! Zemmour, pour n'en citer qu'un, n'avait comme rôle que de scinder la société, il est maintenant totalement obsolète. L'ignorer, nous devons !

Comme les services publics ont montré leur utilité, les sciences humaines et leurs penseur.euse.s révèlent toute leur pertinence. Par contre, ils/elles ne doivent pas être confisqué.e.s, comme ils/elles le sont trop souvent, par une minorité. Nietzsche, Bourdieu et Marx évidemment mais aussi Arendt, Delphy, Chomsky, Bakounine, Louise Michel, E. Fassin et bien d'autres et tous les autres penseurs en

Inde, au Nigéria, au Congo et ailleurs.

Nous aurons aussi besoin des artistes. Je ne parle évidemment pas de la caste présente aux Césars et défendant ses barons à tout prix.

Car, une société qui subit un traumatisme comme le nôtre ne peut se projeter dans l'avenir que grâce à la joie et au plaisir... Ainsi, nous aurons intérêt à (ré)inventer des façons d'être ensemble, à peaufiner nos modes de partage, notre rapport au virtuel, à la technologie, à l'Autre !

Et nous aurons besoin (sous une forme qui reste à

penser et définir) d'organisations mondiales capables de penser le bien commun !

Ne nous mettons pas la tête dans le trou comme l'autruche : l'ONU comme l'Europe, si elles restent les instances de domination qu'elles sont, imploseront et nous amèneront à la prochaine guerre mondiale ! Et s'il n'y a pas d'instance mondiale réellement égalitaire et démocratique, n'importe quel despote pourra s'imposer sur un territoire...

Bon courage !

Dix-sept mars 2020, le grand soir.

Il y a deux semaines de cela, alors qu'il s'exprimait sur l'actualité, le président des États-Unis Donald Trump déclarait sur Fox News qu'« *une grave récession pourrait faire plus de victimes que le coronavirus* ». Impressionnant éclair de lucidité ! En cette période de confinement global, le capitalisme mondialisé est effectivement entré dans une crise comme on n'en a jamais vu. Des entreprises font faillite. Les bourses s'effondrent. Des États en panique s'endettent pour des plans de relance inédits (6 200 milliards de dollars aux USA, 1 100 milliards d'euros en Allemagne). Quant aux victimes évoquées par Trump, ce seront, comme toujours, ceux qui n'ont pas d'autres moyens de survie que leur force de travail.

De nombreux patrons n'ont pas hésité à licencier massivement dès la prise de conscience de la crise sanitaire. Des CDD également, on l'imagine, ne seront pas renouvelés et les travailleurs des applis, pour beaucoup, n'ont tout simplement plus aucun revenu. Dans le secteur agricole enfin, on découvre que sans la main-d'œuvre étrangère pour se taper le sale boulot, les récoltes ne se feront pas. Exercice : sachant que le virus a déjà fait 5 millions de chômeurs en Chine et 10 aux USA, à vous d'effectuer la règle de trois pour transposer ces chiffres au pays de votre choix.

Souvenons-nous qu'en 2008, la crise des subprimes avait déclenché pas moins qu'une révolution en Islande, puis quelques années plus tard des retournements politiques majeurs en Irlande, en Grèce, en Italie, en Espagne, au Portugal... Elle fut aussi l'une des causes du printemps arabe et du mouvement d'occupation des places. C'est que les temps de crise sont aussi ceux pendant lesquels les injustices deviennent les plus flagrantes et donc, les plus insupportables. Plus récemment en France, ce

même sentiment poussait les gilets jaunes dans la rue semaine après semaine, malgré la violence de la répression. Comment ne pas voir qu'en 2020 les mêmes causes, mais démultipliées, produiront les mêmes effets, démultipliés eux aussi ? S'ajoutent à cela, aujourd'hui, les morts du coronavirus. L'indécence absolue d'un Capital dont les profits, décidément, valent littéralement plus que nos vies. Emmanuel Macron promettait dans un récent discours : « *l'État paiera* ». Il est bien possible en effet, qu'on le lui fasse payer.

Non seulement le retournement est inévitable, dans les esprits, il a déjà commencé. Car si le confinement n'est pas l'équivalent exact d'une grève générale, il a pour vertu similaire et unique de faire la démonstration, par le vide, des métiers qui sont essentiels et de ceux qui ne le sont pas. Signe des temps, même l'inénarrable François Lenglet semblait découvrir il y a quelques jours que « *ceux qui font tourner le pays, c'est la France du SMIC* » ! Cette dernière ne l'aura pas attendu pour tirer de ce paradoxe les conclusions qui s'imposent.

Le grand soir, c'était donc le 17 mars 2020, date de début du confinement. Et nous dans tout ça ? Combien de temps allons-nous encore perdre à dénoncer l'attitude de nos dirigeants alors que nous devrions être en train d'œuvrer à les exproprier ? Notre syndicat est une organisation de transformation sociale. Nous n'avons pas vocation à éternellement défendre les droits qu'un État bourgeois a un jour daigné nous accorder, mais bien à proposer un modèle alternatif et plus juste. Alors quand le peuple sortira de son confinement, avec des masques sur le visage mais aussi des torches et des fourches à la main, nous aurons le devoir d'en être ; et surtout d'être à la hauteur.

Paroles de confiné.

Le confinement, c'est pas trop dur pour moi.

J'ai beaucoup de loisirs individuels comme la lecture ou les mathématiques, et j'ai la chance d'être en colocation dans une assez grande maison. On a connu pire comme conditions d'enfermement.

Le travail se fait à distance. Se fait moins bien. Se fait comme on peut. Prof à distance, si ça marchait vraiment, on le ferait déjà au lieu de bâtir des établissements scolaires. Mais le sentiment du travail qu'on pourrait mieux faire dans de meilleures conditions, on connaît déjà ça à l'Éducation Nationale. Rien de nouveau.

Comme d'hab chacun.e y met du sien pour que ça fonctionne. Même, on se réjouit que ça élève quelques vocations de solidarité : va-t-en soulager les personnels soignants en gardant leurs gosses, va-t-en aider à recâbler des élèves décrocheurs à coup de Whatsapp. L'État ne fait pas son taf et on pallie le manque sur la base de la bonne volonté personnelle. Rien de nouveau.

Passé le "shock", rentrée la routine, fatigués les applaudissements aux soignant.es, oublié le respect à toutes ces professions indispensables au fonctionnement de la nation, il restera quoi comme changement ? Des bons sentiments de souvenirs d'une unité dans un malheur mondial ? Félicitations, comme sur un bulletin. Payer avec des mots, c'est pas cher.

Parce qu'après, on fait quoi ? Le choc qui a fait trembler les fondations du monde, on le laisse passer sans en bâtir un meilleur ?

L'économie mondiale est en lambeaux, avec l'arrêt de l'activité, la grève forcée.

Puis les morts. Ça en fait de la tristesse de la rage et du sang les morts. Ça en fait un putain de prix à payer. A faire payer. Ça en fait du carburant à révolutionner le monde.

Ouais, moi je le vois ce cocktail d'un système à genoux et d'un peuple qu'a tellement plus rien à perdre qu'il va te le foutre carrément six pieds sous terre.

Mais s'agirait pas de se faire voler cette révolution par du rien, du vide, de l'anesthésie mentale parce qu'on est trop fatigué de ne rien savoir plus imaginer après.

Car après, ça arrive. C'est pas un beau rêve, pas un truc imaginaire bercé de belles idées qui font des principes que tout le monde partage mais que personne sait appliquer.

Le terrain des idées, et des idées concrètes, il va falloir le retourner sévère, le travailler dur, et y construire un bon truc dessus. Avec un plan. Ou des plans. Ou au moins des idées de plans.

Parce que le vide, ça fait pas rêver.

Parce que le vide, ça se comble.

Vite.

Et avec tout et n'importe quoi.

Les solutions toutes faites, elles existent déjà.

BAM, tu fermes les frontières et tous tes vœux seront exaucés par le miracle de la xénophobie.

C'est clair, c'est concis, c'est net. Ça a l'air un peu foireux, mais si y a rien de mieux à côté, qui va y regarder à deux fois ?

BAM, tu scannes tout ça, avec des tests par milliers et des applis pour tracer les parcours et des notations de bon citoyen.

Ça a pas mal marché en Asie, cet ordre sympathique auquel on obéirait docilement parce qu'il nous veut du bien. Liberté, sécurité, quand tu nous tiens.

Les trucs utopistes, c'est plus compliqué. Liberté, égalité, fraternité, ça fait longtemps que ces mots là sont gravés dans nos belles consciences, mais on n'est pas foutu d'en voir la couleur.

Va falloir recalibrer le système, swaper le curseur dans un sens ou dans l'autre, ça c'est clair.

Y a des sens qui me plaisent, y a des sens qui me font peur.

C'est le peuple qui décide de tout ça, et moi je suis un partie de peuple. Je propose quoi moi quand j'ai mon mot à dire ?

Des idées qui valent ce qu'elles sont :

des putains d'impôts masse progressif, patrimoine et revenu, parce que du capitalisme dilué entre tou.tes, ben ça fait du socialisme.

de l'auto dans la gestion, parce que voir par le bas, ça capte mieux les détails et les conséquences des

décisions qu'on prend d'en haut.

de la régulation sans l'auto, parce que c'est dans le regard d'un.e autre que tu verras si t'es un connard ou un gars bien (Et si t'arrives à te voir assez toi-même pour répondre à ça, chapeau l'égo-centré)

des frontières qu'en sont pas, mais du local qu'en est quand même. Putain mais comment ? I dunno. I'd love to have one big world united, don't care if we're all the same (*we're already all human*), but *that would make so many people sad to lose the way they got*.

de l'éducation comme un don sans mérite, comme des savoirs sans hiérarchie, parce qu'un droit on n'a pas besoin de mérite pour le recevoir et qu'étudier avec ses mains plutôt qu'avec sa tête, on doit pouvoir le choisir et pas le subir.

Ça fait se mettre à nu, ça fait se faire recadrer, ça fait être pas d'accord.

Mais si je parle pas, je peux pas être compris.

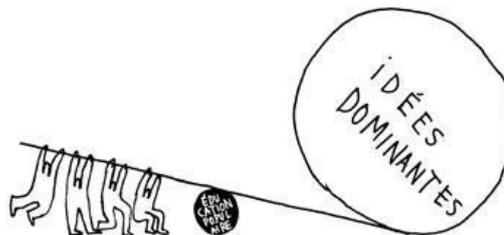
Mais si on se parle pas, on peut pas se comprendre.

Ça fait se faire écouter, ça fait se faire accepter, ça fait grandir. A plusieurs.

Partager, échanger, donner, recevoir.

Alors, toi là, t'es autant une partie de peuple que moi.

Tu proposes quoi quand t'as ton mot à dire ? ;)



Urgence sociale et sanitaire pour les élèves et étudiant.e.s de Guyane

En Guyane, peut-être plus que dans l'Hexagone, les difficultés économiques des plus précaires s'aggravent du fait de la crise que nous traversons (arrêt des activités de nombreuses sociétés, fin des CDD, du travail intérimaire, diminution du travail dissimulé ou illégal, impossibilité de se déplacer, augmentation des prix, difficulté d'accès aux services sociaux, au pôle emploi et à la CAF). Avant la pandémie, 44% de la population de Guyane vivait en dessous du seuil de pauvreté (558 € mensuel). Les conditions de vie qui découlent de cette précarité font pour beaucoup du confinement une souffrance excessive (promiscuité permanente, manque de place, absence d'eau potable, d'électricité, chaleur extrême...). Nos élèves qui bénéficiaient pour certain.e.s de l'accompagnement des assistantes sociales et des infirmières sont désormais plus difficiles à suivre et le nombre d'élèves et d'étudiant.e.s rencontrant des difficultés économiques, sociales et sanitaires ne fait que s'accroître.

Dans ce contexte, les tensions au sein des foyers se cristallisent et les enfants et les femmes sont les premier.e.s victimes de la violence qui peut en découler.

SUD Education Guyane revendique depuis toujours des moyens à la hauteur des besoins dans les

services publics et dans l'éducation en particulier. Notre académie a besoin de plus de travailleur.euse.s sociaux et personnels de santé formé.e.s (infirmier.e.s, psy-Education Nationale, assistant.e.s sociaux/ales) et que nous disposions enfin pour les personnels d'un.e médecin de prévention académique. Nous réclamons des conditions de travail décentes pour toutes et tous et nous demandons que le Rectorat prenne ses responsabilités face à la crise sanitaire et économique que rencontrent les jeunes. Face à la « continuité pédagogique » imposée depuis les bureaux du ministère, sans tenir compte des réalités du terrain, nous demandons la continuité sanitaire et sociale. L'urgence est là !

Ainsi, alors que les fonds sociaux pour la restauration scolaire n'ont pas servi depuis 4 semaines et que nous arrivons dans une période de congés de plus de 2 semaines, nous demandons que le Rectorat en lien avec la Préfecture, les communes et les associations mettent en place un vrai service d'aide alimentaire, dès maintenant et non à la rentrée comme cela est prévu. L'argent des fonds sociaux non utilisés doit pouvoir servir à l'achat de colis alimentaires.

Les élèves (et non les familles) auraient déjà dû obtenir les procédures et démarches à effectuer en

cas de danger, pour beaucoup ce n'est pas le cas. SUD Education se fait le relais des services sociaux du rectorat en vous demandant d'informer au maximum vos élèves sur l'importance du **119** : numéro de téléphone de l'enfance en danger. Des signalements et des placements pour les cas très graves se font encore actuellement.

Transmettons à nos élèves le numéro **0972-636-222** ou le mail **info.sante@ac-guyane.fr**, cette plateforme académique « accueil santé-social-psychologique » fonctionnera durant les vacances. Des infirmier.e., assistant.e.s sociaux/ales et psychologues de l'éducation nationale leur répondront.

Pour nos élèves et étudiantes qui se trouveraient face à une grossesse non désirée ou un risque de grossesse non désirée, nous incitons les collègues à se faire les relais des infirmier.e.s scolaires en informant. La contraception d'urgence est délivrée dans les pharmacies ou les centres de santé jusqu'à 72H après le rapport pouvant entraîner la grossesse. Ce médicament est délivré gratuitement pour les jeunes-filles se déclarant mineures (mieux vaut avoir un justificatif dans certaines pharmacies). En cas de grossesse constatée, les renseignements leur seront donnés par le Centre de Planification et d'Éducation Familiale (CPEF) de Cayenne (**0694 48-11-41** ou **0694-40-36-00**). Un peu partout en Guyane des professionnels accompagnent les femmes dans leur démarche d'Interruption Volontaire de Grossesse. Selon la situation géographique des élèves, le Centre de Planification et d'Education Familiale vous indiquera le lieu le plus proche. La liste est accessible en annexe.

Enfin, nous pensons qu'il est important que nos élèves ou nos étudiant-e-s aient accès et connaissent la procédure pour les violences faites aux femmes. En Guyane, L'association l'Arbre fromager reste joignable du lundi au vendredi de **8H30 à 16H30** au **0694 28 64 44** et au **0694 26 62 43**. Le **3919** est le numéro national pour les femmes victimes de violences (conjugales, sexuelles, psychologiques, mariages forcés, mutilations sexuelles, harcèlement...), il est fonctionnel en Guyane. En cas d'urgence, il faut appeler les forces de l'ordre au **17**. Si la personne ne peut pas parler il faut envoyer un SMS au **114**. En cas de besoin de mise à l'abri c'est le **115** (numéro de l'urgence sociale) qu'il faut composer.

Une nouvelle procédure spécialement prévue pour

cette période de pandémie, permet aux femmes qui n'auraient pas accès à un téléphone d'aller dans une pharmacie avec le code « MASQUE19 ». les pharmaciens de Guyane sont formés et recevront la personne concernée dans un lieu confidentiel pour la mettre si nécessaire en lien avec la police.

Les associations nous rapportent qu'actuellement le procureur et le juge aux affaires familiales (pour les ordonnances de protections) sont encore plus réactifs.

Enfin, des permanences d'aide aux victimes de violences intrafamiliales durant le confinement par les juristes de l'AGAV et les avocats du Barreau de Guyane sont mises en place dans des supermarchés :

Centre commercial Hyper U:

Lundi, mercredi et vendredi

10h à 12h - 15h30 à 17h30

Carrefour Matoury :

Mardi et Jeudi :10h à 12h - 15h30 à 17h30

Samedi : 10h – 13h

Tous les numéros sont en annexe.

Confinement : pour les enfants,
ce n'est pas toujours marrant.
Pour ceux victimes de violence,
c'est carrément dangereux.

**Enfant en danger ?
Appelez le**

119

En cas d'urgence, appelez le 17.

noustoutes.org

**Le confinement
n'autorise pas :**

- à dévaloriser
- à insulter
- à taper
- à imposer un rapport sexuel

Si vous êtes victime
de violence,
appelez le **3919**

En cas d'urgence, appelez le 17.

noustoutes.org